

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Résiliation transactionnelle du marché de maîtrise d'œuvre des travaux divers d'aménagement préalables ou d'accompagnement des travaux forestiers notifié le 6 avril 2022 à la société Intégrale Environnement.

ENTRE :

1. Le Syndicat mixte pour l'aménagement de la plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP), sise Hôtel du Département, 2, avenue du Parc, 95032 CERGY-PONTOISE Cedex, pris en la personne de son Président en exercice

D'une part,

ET :

2. La SARL Intégrale Environnement, dont le siège social est situé 34 rue Girard Boisseau, 95380 PUISEUX-EN-FRANCE, représentée par Monsieur Christophe MACHARD, son Président

D'autre part,

Paraphes des Parties

1. 2.

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

La société Intégrale Environnement s'est vu confier par le SMAPP une mission de maîtrise d'œuvre des travaux divers d'aménagement préalables ou d'accompagnement des travaux forestiers par un marché notifié le 6 avril 2022 et dont la durée d'exécution est de 4 années.

L'exécution de cette mission de maîtrise d'œuvre n'a pas été satisfaisante en raison des ambiguïtés entachant les documents contractuels de ce marché.

Pour résoudre certaines difficultés, un avenant au marché a été signé le 25 octobre 2024 qui modifiait à la marge le DQE.

Malgré la signature de cet avenant, les difficultés ont persisté.

La société Intégrale Environnement a adressé, le 6 janvier 2024, un mémoire de réclamation au SMAPP pour demander notamment la résiliation du marché.

Les parties se sont rapprochées et ont convenu des concessions réciproques suivantes, afin de mettre un terme amiable au différend apparu par le présent protocole transactionnel.

Ce dernier a pour objet de définir les conditions de la résiliation du marché et les obligations respectives des deux parties.

Vu les articles 2044 et suivants du Code civil,

Vu la Circulaire du 6 février 1995 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Vu la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Sans reconnaissance de responsabilité, les parties ont accepté de faire des concessions réciproques afin de mettre un terme définitif aux différends exposés en préambule, elles sont convenues de la présente transaction dans les termes suivants :

Paraphes des Parties

1. 2.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 :

Les parties se sont mutuellement accordées, dans le cadre du présent protocole, sur les concessions réciproques et les clauses particulières associées ci-après énoncées.

Les parties reconnaissent que leurs concessions réciproques sont uniquement destinées à mettre un terme aux différends qui les opposent et ne pourront en aucune façon être considérées comme emportant une quelconque reconnaissance de responsabilité de l'une ou l'autre des parties, quel que soit le fondement juridique de cette responsabilité, au titre du différend visé en préambule.

Article 2 :

Le marché de maîtrise d'œuvre des travaux divers d'aménagement préalables ou d'accompagnement des travaux forestiers lancée par le SMAPP, notifié le 6 avril 2022 à la SARL Intégrale Environnement est résilié à la date du 31 janvier 2025.

Article 3 :

3.1. CONCESSIONS DU SMAPP :

Faisant acte de concessions, le SMAPP règle la totalité (100 %) de la phase conception soit 2000,00€ HT restant (à ce jour ce poste a été facturé à 80 % de 10 000,00 €HT soit 8 000,00 €HT).

Cette somme sera mandatée dans un délai de 30 jours à compter de la réception des factures.

Le solde restant dû au 7 mars 2025, date du Comité Syndical du SMAPP qui autorise le président à signer le présent protocole transactionnel, sera mandatée dans un délai de 30 jours.

Paraphes des Parties

1. 2.

Le SMAPP renonce à l'introduction de tout recours contentieux devant quelque juridiction que ce soit, dont l'objet entre dans celui de la présente transaction ;

Le SMAPP renonce aux frais de Conseil exposés pour la recherche de la présente solution négociée.

3.2. CONCESSIONS DE LA SOCIETE INTEGRALE ENVIRONNEMENT

En contrepartie, la société Intégrale Environnement, à titre de concessions :

Renonce à la propriété intellectuelle des études AVP menées dans le cadre du marché objet du présent protocole transactionnel.

Renonce à sa demande de la somme de 272,93 € HT correspondant au paiement du % du montant de chantier sur les interventions demandées par les bons de commande n° 15bis, 18, 19, 22 et 26.

Accepte de clôturer le marché de l'entreprise Agilis. L'entreprise Agilis a déposé son décompte général définitif d'un montant de 44 406,70 € HT et le SMAPP réglera à Intégrale Environnement 5% du montant de ce DGD, c'est-à-dire : 2 220,34 € HT.

Accepte de suivre et contrôler un dernier ramassage de la part de Tersen (correspondant à son BC n°2) qui a fait l'objet d'une situation de 7 086,53 €HT; le SMAPP réglera à Intégrale Environnement 1% de la situation, c'est-à-dire 70,87 €HT.

Accepte de poursuivre la rédaction du dossier de consultation des entreprises (y compris la rédaction des dépôts du permis de démolir) sans cependant réaliser l'analyse des offres. Le SMAPP réglera ainsi lors de la validation du DCE (prévue avant la fin du mois de mars) le montant suivant :

Ligne 2.1 (AVP, PRO, ACT : montant de 7 500,00 € HT) à hauteur de 7 000,00 € HT (l'ACT représentant 500,00 € HT).

Sachant que la somme de 2 250,00 € HT a déjà été réglée par le SMAPP, celui-ci réglera alors la somme de 4 750,00 € HT.

Accepte de remettre au SMAPP tous les livrables réalisés pendant sa mission au format PDF et fichiers modifiables (compte rendu, plans de récolement, etc.)

Paraphes des Parties

1. 2.

Accepte de déposer une facture à la fin du mois de février 2025 avec tous les règlements mentionnés ci-dessus.

Renonce à l'introduction de tout recours contentieux devant quelque juridiction que ce soit, dont l'objet entre dans celui de la présente transaction ;

Renonce à l'introduction de tout recours contentieux devant quelque juridiction que ce soit, dont l'objet porte sur l'exécution et le solde financier du marché ;

Renonce aux frais de Conseil exposés pour la recherche de la présente solution négociée.

Article 4 :

L'ensemble des concessions exprimées par la présente transaction forme un tout indivisible.

Les dispositions du présent protocole ne pourront être modifiées que d'un commun accord par voie d'avenant signé par les deux parties.

Article 5 :

Le présent protocole pourra être communiqué sur demande de l'administration fiscale ou des organismes sociaux ou sur autre demande légale ou réglementaire équivalente ou dans le cadre d'une procédure judiciaire portant sur l'inexécution éventuelle et/ou la violation par l'une des parties des obligations mises à sa charge aux termes de ce protocole. Chaque partie s'engage à informer l'autre et à lui transmettre une copie à réception de toute demande qui lui serait adressée en ce sens.

Chaque partie prend l'engagement de respecter sans limitation de durée la plus stricte neutralité à l'égard de l'autre partie. Chaque partie s'engage ainsi à ne rien faire, écrire ou dire, qui puisse porter atteinte à la réputation, à l'image ou aux intérêts de l'autre partie. Chaque partie s'engage à s'abstenir de toute critique ou commentaire négatifs, publics ou privés, à l'égard de l'autre partie.

Paraphes des Parties

1. 2.

Article 6 :

Chacune des parties conservera à sa charge l'ensemble de ses propres frais de procédure et de conseil, et notamment, de ses frais d'avocat.

Article 7 :

Le présent protocole constitue une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil.

Les parties reconnaissent, en particulier, avoir pris de connaissance de l'article 2052 du Code civil qui dispose que « *La transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet* ».

Cet accord transactionnel est ainsi irrévocable et ne peut en aucun cas être dénoncé. Il ne peut être attaqué pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Chacune des parties s'engage donc à exécuter de bonne foi les clauses de la présente transaction, aucune dérogation à tout ce qui précède ne pouvant être admise.

Article 8 :

Le présent Protocole est soumis au droit français.

Les Parties s'engagent réciproquement à exécuter loyalement et de bonne foi, l'ensemble des dispositions du présent Protocole.

Dans le cas d'un litige, survenant entre les Parties pour la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Protocole, ces dernières conviennent d'épuiser toutes les solutions amiables, avant de porter leur différend au contentieux.

A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lille.

Paraphes des Parties

1. 2.

Pour l'exécution des présentes et de tous les actes, qui en seront la suite ou les conséquences, les Parties font élection de domicile chacune à leur adresse énumérée en tête des présentes.

Le Protocole entrera en vigueur dès sa signature par les Parties.

Fait à Puiseux en France, le 7 mars 2025

En deux exemplaires originaux.

Signature des parties, précédée des mentions manuscrites « Lu et approuvé » et « Bon pour transaction » :

Pour le SMAPP

Monsieur Bernard TAILLY, Président

Pour la société Intégrale Environnement

Monsieur Christophe MACHARD

Paraphes des Parties

1. 2.